

G20, le bal des vampires

« *Un tournant* » pour Obama, un « *nouvel ordre mondial* » pour Brown, des résultats « *au-delà de ce que nous pouvions espérer* » d'après Sarkozy : les chefs d'Etat des 20 principaux pays de la planète, réunis à Londres la semaine dernière, font dans l'autosatisfaction. Il leur en faut pour faire croire que leur sommet va moraliser un capitalisme dont les scandales financiers ne cessent de se succéder, et sortir le monde de la crise.

Contre la crise, le G 20 aurait mis le paquet : 1 100 milliards de dollars de crédits publics, qui vont s'ajouter aux centaines de milliards que chacun des Etats ont déjà engloutis dans leurs plans de relance. Pour les 250 millions de chômeurs officiellement recensés (50 millions de plus en deux ans) que, selon le Bureau International du Travail, comptera la planète d'ici la fin de l'année ? Pour les milliards de personnes vivant dans la précarité ? Non. Pour alimenter en argent frais les circuits du commerce mondial et les banques. Les financiers l'ont salué d'une hausse de 4 à 6 % des bourses dans la journée de jeudi. L'argent, c'est pour eux.

Le FMI voit ses moyens tripler pour atteindre 750 milliards de dollars. Dans le but d'aider les pays en difficultés ? Les crédits accordés par le FMI aux gouvernements de ces pays ne le sont qu'en échange de plans d'austérité imposés à leurs peuples : privatisation des services publics, réduction du nombre de fonctionnaires, baisse des salaires.

Les quelque 80 paradis fiscaux qui permettent aux multinationales de se soustraire à l'impôt seraient mis sous contrôle ? Personne ne parle de les supprimer. Et sur la « *liste noire* » dressée par le G20 il n'y en a finalement que quatre, ceux qui manquaient de protecteurs à la réunion du sommet. Les ténors comme la Suisse, les Iles Caïman et les Bermudes, ne figurent que sur la « *liste grise* » des paradis promettant d'évoluer. Andorre ou Monaco sont classés blancs comme neige. Merci Sarkozy ! La « *moralisation du capitalisme* », dont celui-ci nous rebat les oreilles, n'est pas pour demain.

Pour cause : les mesures de régulation que les Etats mettent en place sont contournées avec la bénédiction des Etats eux-mêmes. Quant aux

prétendus contrôles, ils sont confiés à ceux qu'ils sont censés surveiller. Comme ces agences de notation, chargées de mesurer le risque spéculatif, qui ne voyaient rien à redire aux spéculations immobilières des banques américaines, ou ces commissions de contrôle des opérations boursières qui fermaient les yeux sur les opérations irrégulières de la Société Générale ou carrément frauduleuses d'un Madoff. Et cela, pas dans un petit paradis fiscal, mais aux USA ou en France.

Car au-delà des paradis fiscaux, c'est le secret bancaire dans son ensemble et les secrets industriel et commercial qu'il faut faire sauter. Ces entreprises qui, sous prétexte de crise, bloquent nos salaires (mais pas les dividendes des actionnaires), ces trusts de l'automobile, de la chimie ou du textile qui licencient par milliers, quels sont leurs bénéficiaires réels et pas seulement déclarés ? Ou est passé l'argent des énormes profits engrangés les années précédentes ? Où passe l'argent des subventions qu'ils reçoivent aujourd'hui des Etats ?

Le seul contrôle qu'ils peuvent craindre sur leurs comptes, c'est le nôtre, qui n'a rien d'irréalisable dans le cadre d'une mobilisation d'ensemble du monde du travail. Car c'est bien entre les mains des salariés que passent, à chaque étape de leur traitement, les données bancaires des entreprises, les opérations d'achats et ventes des fournitures, les transferts avec les succursales...

Au sommet prétendu « *anticrise* » de Londres, les 20 principaux chefs d'Etat, grands commis du monde des affaires, n'avaient pour rôle que de donner le change en nous promettant un nouveau capitalisme soit disant mieux régulé, et surtout de distribuer quelque mille milliards de plus à leurs mandants.

Mais face à la crise nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Pour ne pas accepter d'en faire les frais en exigeant l'augmentation générale des salaires, l'interdiction des licenciements, le développement des services publics et non leur régression. Pour nous en prendre au système capitaliste lui-même qui est en train de ruiner la planète.

C'est dans les salaires qu'il faut investir

Avec la paie de mars est tombé le reliquat de la prime d'intéressement. Résultat : au moins 2000 € de perte de salaire cette année, qui se rajoutent aux 0 % d'AGS.

Ça tombe bien : Renault vient juste de recevoir un prêt de 400 millions d'euros de la Banque Européenne d'Investissement.

Fausse note à la DIESE

Une responsable RH de la DIESE vient de partir dans le cadre du PRV. Les salariés de la DIESE, à qui elle expliquait qu'ils ne pouvaient pas partir parce que la DIESE était exclue du plan de départs, lui souhaitent bon vent.

Dissimuler plus pour travailler plus

Consignes redescendues à la DIEC : le directeur ne veut plus voir d'heures supplémentaires apparaître dans les déclarations individuelles d'horaires (DIDET). Arrangez-vous pour les récupérer ! C'est légal, ces consignes ?

Des économies de bouts de papier

Pour le papier essuie-tout du réfectoire du Gradient, ce sera désormais 1 rouleau par mois au lieu de 4. A 3,70 € le rouleau, c'est sûr que ça frait exploser le free cash flow.

Motif invoqué ? Une mauvaise utilisation du papier. A quand la restriction sur le papier toilettes et les règles de bon usage ?

Au service des gros actionnaires

Au menu de l'open forum de Pelata du 20 mars au TCR : la réduction des coûts et des effectifs.

Primo : le rapport entre le budget de l'ingénierie et le chiffre d'affaire de Renault serait encore trop élevé comparativement à d'autres constructeurs.

Secundo : Les effectifs du Technocentre serait également trop importants par rapport aux autres sites d'ingénieries (RTx, Nissan...). Il a aussi annoncé la « vente de morceaux de Flins dont [Renault] n'a plus besoin pour réduire les coûts fixes ».

Les dirigeants changent mais pas leur politique.

Chômage a ses plaisirs

Légalement, le chômage partiel est autorisé en cas de baisse d'activité. Mais à l'ingénierie Renault, c'est l'inverse. La direction met d'abord en place le chômage partiel. Ensuite elle gère la charge de travail en décalant, supprimant ou délocalisant carrément des projets.

Dans la course aux profits et à la réduction des coûts, la crise a bon dos.

100 % pour la lutte !

Plusieurs centaines de salariés de l'usine Toyota d'Onnaing, près de Valenciennes (4000 salariés), ont entamé une grève ce lundi 6 avril pour exiger le paiement des jours de chômage partiel à 100 %.

Une revendication qui pourrait être commune à Renault où, avec le nouvel accord sur le chômage partiel, les jours chômés seront payés 80 %. Le reste est à la charge du salarié qui perdra 1/5 de RTT ou 20 % de salaire. Moins la CSG/CRDS, le chômage partiel sera en fait payé 74 % du salaire net.

Arnaque aux ASSEDIC

Patronat et gouvernement ne ménagent pas leur peine contre les « fraudeurs » et autres « profiteurs du travail précaire » censés bénéficier des ASSEDIC et creuser les déficits publics : radiations, renforcement des contrôles...

Silence radio par contre sur Renault qui organise pourtant la fraude à grande échelle. Dans le cadre du PRV, ce sont des milliers de salariés que la direction envoie pointer au chômage au bout de 30 ou 40 ans de bons et loyaux services, avec des congés de reclassement pour la plupart factices.

Retour aux 37,5 ans de cotisation, préretraite à 55 ans... : Ce ne serait que justice !

Renault aussi a son coin de paradis

Luxembourg, Royaume Uni, Suisse ou encore les Pays-Bas, siège de RNBV (Alliance Renault-Nissan), RNPO (Achats) et RNIS (Informatique).

Selon le journal *Alternatives Economiques*, Renault disposerait de 16 filiales nichées dans ces 4 paradis fiscaux où la fiscalité est très avantageuse pour les sociétés, mais aussi pour les revenus de leurs dirigeants.

Mais pour contrôler vraiment les comptes de ces sociétés, il faudra davantage compter sur nous-mêmes que sur le bling-bling du gouvernement.

Solidaires avec nos collègues des usines

Lundi 30 mars, la direction de Renault Sandouville a convoqué 4 salariés, dont 3 militants CGT, à un entretien en vue d'un licenciement.

Officiellement, elle leur reproche d'avoir perturbé un CE en janvier. En réalité, la direction voudrait faire taire tous ceux qui contestent sa politique et défendent leur emploi et leur salaire. Alors disons tous : « Non aux sanctions ! »

Pas de crise pour la flexibilité

+ 8,1 % en mars avec + 12,8 % pour Renault. Les ventes de voitures repartent en France. Et entre deux périodes de chômage partiel, Renault impose des samedis travaillés en usine.